



AFRICAN FORUM AND NETWORK
ON DEBT AND DEVELOPMENT

Déclaration médiatique : La crise de l'eau en Afrique expose le coût d'un système financier mondial défaillant

Émise par le Forum africain et Réseau sur la Dette et le Développement (AFRODAD)

Addis-Abeba, Éthiopie | 13 février 2026

La 39e Session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine (UA) se réunit à Addis-Abeba les 14 et 15 février 2026, sous le thème « Assurer une disponibilité durable de l'eau et des systèmes d'assainissement sûrs pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 ». Ce thème intervient à un moment décisif pour le continent, alors que la crise de l'eau qui s'aggrave en Afrique révèle les effets combinés du changement climatique, du sous-investissement chronique et d'un système financier mondial qui limite la capacité de l'Afrique à prendre soin de son peuple.

L'eau est au cœur de la survie et du développement de l'Afrique. Elle sous-tend la production alimentaire, la santé publique, la production d'énergie et la productivité économique, en particulier dans l'agriculture, qui emploie [plus de la moitié](#) de la population africaine. Or, le changement climatique mine rapidement la sécurité hydrique par l'augmentation des températures, les précipitations irrégulières, les sécheresses prolongées, les inondations et d'autres phénomènes climatiques extrêmes. En 2020, [environ 411 millions de personnes](#) en Afrique n'avaient pas accès à de l'eau potable de base, dont plus de 387 millions dans la région subsaharienne.

L'eau soutient tout le développement de l'Afrique. Elle est le fondement de la vie, de la sécurité alimentaire, de la résilience climatique et de la survie économique.

Malgré l'importance de l'eau, l'Afrique fait face à un important déficit de financement de ses infrastructures hydrauliques. À l'heure actuelle, seuls 10 à 19 milliards de dollars sont investis dans l'eau chaque année; [un financement additionnel d'au moins 30 milliards de dollars](#) est nécessaire chaque année si nous voulons vraiment s'attaquer au problème. Le déficit actuel limite l'investissement dans les systèmes d'irrigation, les barrages, les installations d'assainissement et les infrastructures hydrauliques résilientes au climat nécessaires pour soutenir l'agriculture, la croissance urbaine et le développement industriel.

La crise de l'eau en Afrique ne peut être séparée de sa crise de la dette qui s'aggrave. L'architecture financière mondiale existante continue d'enraciner des inégalités structurelles qui piègent les pays africains dans des cycles d'emprunt coûteux et d'austérité. Bien que l'Afrique ne représente [que 1,9 %](#) de la dette publique mondiale, elle paie bien plus cher que toute autre région en coût du service de la dette. Les gouvernements africains dépensent désormais [en moyenne 18,7 %](#) des recettes publiques pour le remboursement de la dette, les paiements de la dette extérieure étant projetés [à 90 milliards de dollars](#) en 2026. La dette publique sur le continent s'élève à environ [2,1 mille milliards de dollars](#), [dépassant actuellement 60 % du PIB, avec 21 pays africains](#) déjà en situation ou à haut risque de péril debt distress.

La crise de l'eau en Afrique n'est pas seulement le résultat d'un manque de pluie. C'est l'issue naturelle d'un système financier mondial qui privilégie le remboursement de la dette au détriment de la survie humaine.

Des coûts d'emprunt élevés, entraînés par des systèmes d'évaluation du crédit biaisés et des marchés de capitaux dominés par le dollar, signifient que les pays africains [paient des taux d'intérêt moyens](#) de 9,1 %, contre 6,5 % en Amérique latine et 4,7 % en Asie. Ces coûts, combinés à des prescriptions politiques axées sur l'austérité émanant des institutions financières internationales, ont entraîné un under-investissement persistant dans les services publics essentiels, y compris l'eau et l'assainissement.

Plus de 400 millions de personnes en Afrique subsaharienne restent sans eau potable de base, une crise qui devrait s'aggraver à mesure que les effets du climat s'intensifient et que l'urbanisation rapide s'accélère. D'ici 2050, la population urbaine africaine devrait atteindre [1,4 milliard](#), avec [162 millions d'habitants urbains](#) susceptibles de faire face à des pénuries d'eau perennes. Des systèmes hydrauliques fragiles minent la productivité agricole et industrielle, aggravent la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires et affaiblissent la mobilisation des revenus domestiques — perpétuant un cycle d'emprunt et de dette.

L'austérité est devenue une impasse pour le développement de l'Afrique, drainant l'investissement public dans l'eau et la résilience climatique tout en accentuant les inégalités.

Ces préoccupations s'inscrivent fermement dans les engagements politiques africains et mondiaux. La société civile, par [la Déclaration de Harare](#) de l'AFRODAD et [la Charte africaine sur l'emprunt](#), réclame depuis longtemps un emprunt et un prêt responsables, une gestion transparente de la dette et un financement axé sur le développement qui priorise les biens publics. Au niveau continental, [la Déclaration de Lomé de l'Union africaine sur la dette](#) décrit une position commune africaine réclamant une réforme complète de l'architecture financière mondiale, y compris un accès renforcé à un financement abordable et l'établissement d'une Convention-cadre des Nations Unies sur la dette souveraine pour assurer une résolution équitable, transparente et opportune de la dette.

« L'Afrique doit aller au-delà des excuses symboliques et transformer la manière dont l'argent circule, dont les risques sont partagés et dont les ressources sont gouvernées pour atteindre la justice réparatrice et la résilience face à l'eau. Les réparations concernent qui contrôle les ressources aujourd'hui et dont l'avenir est priorisé. Les gouvernements doivent diriger, la société civile doit se mobiliser et les citoyens doivent exiger des comptes », Lavender Namdiero, Campaigner stratégique, African Futures Lab.

Ces exigences sont renforcées par le Document de résultats de Séville, qui reconnaît l'urgence d'aborder les vulnérabilités de la dette, d'élargir l'espace budgétaire pour les pays en développement et de renforcer le financement pour l'adaptation au climat et le développement durable.

La Déclaration de Lomé, la Déclaration de Harare et le [Document de résultats de Séville](#) convergent toutes vers une même vérité: l'Afrique a besoin d'un financement juste, abordable et axé sur le développement, pas de nouveaux pièges de dette.

Alors que l'Afrique entre dans la Décennie africaine des réparations (2026–2036), le continent appelle également à la reconnaissance que les contraintes actuelles liées à la dette et au financement sont ancrées

dans des injustices historiques liées à l'esclavage, au colonialisme et à l'extraction. Corriger ces déséquilibres structurels est essentiel si l'Afrique veut construire des systèmes hydrauliques résilients et réaliser l'Agenda 2063 et l'ODD 6. La crise de la dette en Afrique n'est pas accidentelle. Elle est historique et structurelle. S'attaquer à l'insécurité hydrique nécessite une réforme du système financier mondial lui-même.

« La crise de la dette en Afrique reflète un système mondial conçu pour transférer les risques vers les nations vulnérables tout en concentrant la richesse ailleurs. S'attaquer à la crise de l'eau exige de confronter ce déséquilibre et d'exiger une réforme systémique, pas des mesures temporaires », Frank Adu, Chercheur principal, African Center for Economic Transformation (ACET).

L'Assemblée de l'Union africaine de 39e session présente une opportunité critique pour les dirigeants africains et les partenaires mondiaux de confronter les crises interconnectées de l'eau, du changement climatique et de la dette et de s'engager dans des réformes qui placent le développement, la dignité et la durabilité de l'Afrique au cœur de l'ordre financier mondial.

« La justice de la dette est indissociable de la justice de l'eau car chaque remboursement effectué selon des conditions injustes creuse davantage les inégalités et la vulnérabilité. Les réparations doivent donc réparer les systèmes d'extraction en élargissant l'espace budgétaire et en restaurant le pouvoir de l'Afrique d'investir dans des biens publics qui soutiennent la vie. » Dr Theophilus Yungong, Directeur exécutif par intérim, AFRODAD.

AFRODAD appelle les chefs d'État africains, les ministres des Finances, les partenaires au développement et les institutions multilatérales à :

- Plaider en faveur d'un cadre conventionnel de l'ONU sur la dette souveraine.
- Accroître les financements concessionnels et les subventions pour l'eau et l'adaptation au climat.
- Réformer les systèmes mondiaux de notation de crédit pour éliminer les biais structurels.
- Protéger les budgets de l'eau et de l'assainissement contre les coupes dictées par l'austérité.
- Prioriser des stratégies de mobilisation des ressources domestiques qui soient équitables et favorables à la croissance.

[Le Forum africain et Réseau sur la Dette et le Développement \(AFRODAD\)](#) est une organisation de la société civile panafricaine créée en 1996, pour plaider en faveur de l'annulation de la dette et de la résolution des questions liées à la dette en Afrique. Vision : Une Afrique prospère fondée sur un développement équitable et durable. Mission : Contribuer à une croissance économique inclusive de l'Afrique et à un développement durable en influençant les politiques publiques en matière de gestion de la dette et de financement du développement, fondés sur une approche axée sur les droits.